

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/7/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.A.S. DURANCE GRANULATS

Route de la Durance
13860 Peyrolles-en-Provence

Références : **D-1231-AIX-2023**
Code AIOT : 0006401317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement S.A.S. DURANCE GRANULATS implanté Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S. DURANCE GRANULATS
- Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence
- Code AIOT : 0006401317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Durance Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires, autorisée par arrêté préfectoral de 2012 modifié/complété.

L'exploitation s'effectue depuis 2020 uniquement "à sec", sur les secteurs de Fort de Peyrolles, Fort de Jouques, Logis d'Anne et Pavillon.

Après extraction des alluvions à la pelle hydraulique, l'excavation est remblayée par des déchets inertes extérieurs, avec une remise en état permettant un usage agricole des terrains (après une période dite de "convalescence").

Les alluvions sont transportés vers l'usine par convoyeurs à bande.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier de porter à connaissance de novembre 2022 ;
- Poussières ;
- Plainte ;
- Sécheresse ;
- Comité de suivi.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Poussières - Mesures N1/N2	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 7	/	Sans objet
3	Poussières - Episodes de pollution PM10	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 7	/	Sans objet
4	Suivi de l'empoussièrément	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PàC 2022 augmentation remblayage DI	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2 et 3	/	Sans objet
6	Bruit - Plainte	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 7.2	/	Sans objet
7	Réunion du comité de suivi	AP Complémentaire du 24/12/2020, article 2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités, pour des faits dont la gravité et les enjeux sont modérés. L'exploitant s'est engagé à les lever (dans des délais satisfaisants).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dossier de porter à connaissance, déposé le 24/11/2022, intitulé "Augmentation de la capacité d'accueil de déblais inertes" pour porter la quantité de déchets inertes mis en remblais dans la carrière (pour le réaménagement agricole des secteurs extraits à sec) de 350 kt/an en moyenne (de 2019 à 2039) à 500 kt/an, et 600 kt/an au maximum.</p> <p>Le rythme d'extraction ne sera pas modifié, seul le rythme du remblayage et de remise en état du site le sera.</p> <p>Le trafic routier augmentera de 40 à 68 rotations/j en moyenne, et 82 au maximum.</p> <p><u>Commentaires de l'IIC sur ledit dossier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le nouveau plan de phasage des travaux/remise en état n'est pas joint (les annexes T0 + 15 ans et suivantes de l'AP de 2020 doivent être modifiées); - fournir une vue aérienne des secteurs en exploitation, avec le nom de chaque secteur ("Fort de Jouques", "Logis d'Anne",...); - actualiser les garanties financières; - expliciter la qualité de l'ensemble des terres ("de découverte") utilisées pour le réaménagement (couches "terres d'origine" du technosol), et indiquer si des terres "agricoles" d'origine extérieure au site seront accueillies; - indiquer si toutes les excavations (secteurs extraits à sec) seront remblayées au niveau du TN (terrain naturel) ou si la situation demeurera inchangée (et conforme à l'AP de 2020); - indiquer les mesures complémentaires prises/prévues pour réduire les émissions de poussières liées à l'augmentation du roulage des camions/engins (arrosage automatique, entretien pistes/raccordement à la RD96,...).
<p>Observations :</p> <p>Ces compléments sont attendus sous 1 mois*, à compter de la notification du présent rapport.</p> <p>*les attentes ont été (re)précisées par courriel, à l'issue de la VI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Episodes de pollution de l'air aux particules fines - Mesures N1/N2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines.</p> <p>La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures "N1" et "N2" sont distinctes. Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces mesures doivent être spécifiques au site (elles ne peuvent être communes à l'ensemble des sites DG, du fait notamment de la nature du matériau extrait); - les mesures mises en œuvre systématiquement (obligatoirement) en cas d'épisode de pollution aux PM10 de niveau N2, doivent être clairement précisées.
<p>Observations :</p> <p>Le plan de surveillance (PdS) des émissions de poussières est à compléter/modifier sous 1 mois, puis à transmettre à l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Poussières - Episodes de pollution PM10

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Episodes de pollution de l'air aux particules fines (Suivi des)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.
Constats : La traçabilité des épisodes de pollution aux PM10 (dates) n'a pas pu être présentée [pourtant au nombre de 8 (au 11/07/2023) depuis la notification de l'APC de 2021 (épisodes de niveau N1 ou N2)].
Observations : Comme lors de la récente visite d'inspection de la carrière de La Malespine à Gardanne, l'exploitant indique qu'il ne recevait pas jusque là les alertes "pollution", alors même qu'il dit avoir communiqué à l'IIC une adresse générique pour leur réception. Durance Granulats confirme que désormais : - la personne en charge de la gestion de ces alertes est abonnée au site d'ATMOSUD ; - en cas d'alerte, cette personne transmet l'information au chef de carrière qui met en œuvre les mesures correspondant au niveau d'alerte. Dès réception du présent rapport, l'exploitant transmet à l'IIC la justification des mesures mises en œuvre lors des épisodes de pollution aux PM10 survenus depuis la VI du 11/07/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi de l'empoussièrement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante ; - 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1^{er} janvier 2022.
<p>Constats :</p> <p>1) Résultats campagne T1 2023 de mesures des retombées de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prestataire (Bureau Veritas) n'exprime pas les résultats en moyenne annuelle glissante ; - aucun résultat pour la jauge P2 ("non retrouvée" selon le prestataire), située à proximité du plaignant Monsieur D. - résultat "non conforme" selon le prestataire pour la jauge LA2 (Jouques, proximité domicile Ferrato)* <p>2) Le graphe de l'empoussièrement depuis 2021 (jauges de type b), transmis par l'exploitant, s'arrête au T2 2022 pour les jauges LA1 et LA2 (Jouques).</p> <p>*aucune analyse détaillée reçue pour expliquer les raisons du dépassement (en réf. à l'art. 6.2 de l'APC de 2021)</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis les derniers rapports de suivi de l'empoussièrement (prestataire Bureau Veritas) reçus le 13/10/2023 par courriel, relatifs à la campagne de mesures du 2^{ème} trimestre 2023, les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont exprimés en moyenne annuelle glissante ; - sont conformes à la valeur objectif de 350 mg/m²/jour notamment au niveau des jauges P2 et LA2 <p>RAS également en ce qui concerne le graphe de l'évolution de l'empoussièrement depuis 2021 (figurant dans le corps de mail de l'exploitant).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veille à transmettre les rapports trimestriels de suivi de l'empoussièrement dans les délais indiqués.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites (pour le respect du délai de transmission des rapports)
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions de la consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 2 :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>Art. 3 :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...)</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indique qu'il n'est pas soumis au nouvel AM car son établissement utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à la quantité d'eau prélevée; - rappelle que le site n'est pas concerné par les restrictions d'eau visant le Réal du Jouques (aucun prélèvement de Durance Granulats dans le bassin ou le cours d'eau du Réal de Jouques). <p>L'AP du site en date de 2012 impose le recyclage des eaux de procédé.</p> <p>Données d'activité 2022 du site (Gerep) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alluvions extraits : 1 129 ktonnes; - prélèvement en eau total : 133 794 m³; - 125 705 m³ (162 000 m³ en 2021) du réseau de distribution (canal "de Peyrolles" = bras canal EDF) pour le lavage des matériaux; - 8 089 m³ d'eau souterraine (forage nappe alluviale basse Durance) pour l'arrosage des pistes et les besoins sanitaires. <p>Soit un taux de réutilisation d'eau de près de 89 % selon l'exploitant "en considérant que la production d'1 tonne d'alluvions nécessite 1 m³ d'eau" (= état de l'art selon DG).</p> <p>L'exploitant présente son PSH (plan de sobriété hydrique), à l'état de projet quasi finalisé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Bien que les alluvions - produits après lavage - sont humides et que le procédé conduit à l'évaporation d'eau, il est demandé à l'exploitant d'examiner la faisabilité de nouvelles économies d'eau (réduction des fuites et de l'évaporation,...), via son PSH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Niveaux acoustiques Valeurs Limites d'émergence</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB(A) 4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A) 3 dB(A)</p> <p>Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, déterminées de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles :</p> <p>PERIODES PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</p> <p>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</p> <p>En périphérie A proximité de l'autoroute 60 dB(A) 70 dB(A) 55 dB(A) 65 dB(A)</p>
<p>Constats :</p> <p>Nouvelle plainte de monsieur D. reçue le 14/03/2023 (bruit, poussières, état voie d'accès).</p> <p>Dans le cadre du dernier rapport de l'IIC (daté du 02/11/2022), la campagne de mesures de bruit de février 2022 a donné les résultats suivants (4 points de mesure, période diurne) : niveaux conformes en limite de site et en émergences.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a prolongé le merlon édifié en limite des logements de monsieur D.; - déclare avoir réduit le bruit des deux trémies voisines; - prévoit de nouvelles mesures de bruit d'ici fin 2023; - dit procéder régulièrement au comblement des nids de poule de la voie l'accès depuis la RD96.
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre à l'IIC dès sa réception, le rapport relatif aux mesures de bruit prévues en 2023; - d'indiquer à l'IIC son avis sur la compatibilité desdits logements avec l'affectation des sols (zone agricole ?), au regard du document d'urbanisme en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réunion du comité de suivi

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2020, article 2.6
Thème(s) : Autre, CLCS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, sont supprimées et remplacées par les suivantes : Une commission locale de concertation et de suivi est maintenue. Elle est au moins composée des représentants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du Préfet - de la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - du Directeur départemental des Territoires et de la Mer - des communes de Peyrolles-en-Provence et de Jouques - de la Métropole d'Aix-Marseille (Conseil de territoire) - de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône - des associations de protection de l'environnement - du Directeur du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance - du Directeur des services d'incendie et de secours - de l'exploitant. <p>Cette commission se réunit une fois par an et sur demande motivée de l'un des participants. Son rôle est d'examiner les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière. L'exploitant en assure le secrétariat. Des sessions spécifiques au réaménagement agricole ont lieu chaque année avec les parties directement concernées, afin de suivre ses incidences sur la production agricole et l'environnement.</p>
<p>Constats : Dernière CLCS le 27/06/2022, compte-rendu non reçu.</p>
<p>Observations : Prochaine CLCS prévue le 13/11/2023 (information transmise par courriel du 28/09/2023). Les réunions de la CLCS doivent se tenir selon la périodicité prescrite (i.e tous les 12 mois au plus), tout comme les sessions spécifiques au réaménagement agricole. L'exploitant veillera à les planifier suffisamment à l'avance afin de respecter la périodicité prescrite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet